

LE FAIT DU JOUR

redaction@sonapresse.com

Clean Africa : fin d'ultimatum

JEUDI dernier, le ministère de l'Intérieur avait enjoint à l'éboueur de débarrasser, sous 72 heures, Libreville des amoncellements de détritus le long de ses rues. Depuis, la société assure s'être mise à la tâche. Ce que tend à confirmer un constat fait hier à travers la capitale.

Frédéric Serge LONG
Libreville/Gabon

ELLE avait 72 heures, à compter du 8 juillet 2021, pour débarrasser Libreville des tas d'immondices sous lesquels elle croule depuis plusieurs jours déjà. Sous la menace, la société Clean Africa s'est rangée. Elle a, immédiatement, mis sa logistique en place pour dégager le maximum d'ordures dans les grands axes de la capitale, mais aussi à Akanda et le 3e arrondissement de la commune de Ntoum. C'est du moins ce qu'a déclaré Abel Tchimina, le chef du service collecte de Clean Africa, joint hier après-midi par téléphone.

Un tour de ville, par la suite, a permis de constater le travail réalisé dans la collecte de ces ordures ménagères qui envahissaient déjà rues et trottoirs, dégageant d'insoutenables odeurs et contraignant les populations à se pincer le nez, chaque fois, en passant devant un bac ou un site de dépotage.

Toute la logistique avait donc été



Un léger mieux observé, ici au marché de Nkembo, où habituellement le niveau des ordures ménagères réduit la chaussée.

déployée, depuis le 8 juillet dans la nuit, assure la directrice générale de Clean Africa, Anémone Roux épouse Ntoma-Mengone, pour parer au plus pressé et redonner un visage un peu plus ac-

ceptable et digne à notre cité qui, comme l'a reconnu le ministre d'État à l'Intérieur, Lambert-Noël Matha, au cours de la réunion de rappel à l'ordre du jeudi dernier, fait face à une insalubrité

grandissante depuis plusieurs années déjà. D'où l'urgence, selon le membre du gouvernement, de rappeler aux différents acteurs leurs responsabilités. Au premier rang desquels Clean Africa, mais

aussi les mairies de Libreville et d'Akanda, le Haut-commissariat à l'environnement et au cadre de vie, et l'Association gabonaise de lutte contre l'insalubrité (Agli). De Nkembo à Derrière-la-prison, en passant par les zones telles que sous l'échangeur de l'ex-Gare routière où se formait régulièrement une énorme décharge, ou encore à la descente du quartier Atong-Abè, les tas d'immondices avaient réellement diminué, même si on pouvait encore apercevoir quelques rive-rains, à certains endroits, jeter à même le sol leurs ordures. Et c'est là toute la difficulté, affirme Abel Tchimina, le chef du service collecte de Clean Africa. Car, l'incivisme vient, très souvent, ruiner les efforts de collecte et d'assainissement réalisés en amont. À peine collectées, les ordures sont immédiatement remplacées. Et le plus pénible, c'est d'assurer une propreté suivie aux endroits où il n'existe pas de bacs à ordures ou là où il est difficile d'en placer en raison parfois du relief accidenté. L'ultimatum donné ainsi par le ministre d'État à l'Intérieur à Clean Africa, traduisant un ras-le-bol des autorités face à l'insalubrité dans la capitale, a pris fin hier soir. Même si on constate une nette amélioration par rapport à la situation d'il y a encore quelques semaines, cela ne veut pas pour autant dire que les acteurs de la lutte contre l'insalubrité en général, et Clean Africa en particulier, doivent baisser les bras et dormir sur leurs lauriers. Car, le combat pour le retour réel à la propreté dans Libreville et sa périphérie est loin d'être gagné. Et ce, en dépit des moyens, majeurs ou mineurs, mis en place par l'État pour l'assurer.

On ose donc espérer que cette dynamique impulsée par le ministre d'État Matha, jeudi dernier, dans l'assainissement de la cité, pourra désormais éviter aux populations le spectacle repoussant des tas d'immondices et maintenir un niveau de collecte assez stable. En espérant également que Clean Africa sera rapidement restaurée dans le renforcement de ses capacités opérationnelles (lire ci-dessous).

Contrepoint

Un pitoyable jeu de ping-pong

S.A.M.
Libreville/Gabon

EN sommant, il y a 72 heures, la société Clean Africa Gabon de procéder au ramassage des ordures ménagères dans les plus brefs délais, le ministère de l'Intérieur n'a fait que rappeler que la relation avec cette entreprise était mauvaise. Sans doute dès le départ parce que les deux parties savaient qu'elles ne respecteraient pas leurs engagements.

D'un côté, il y a le gouvernement qui est accusé par Clean Africa (qui a succédé à Sovog et Averda) de ne pas verser la subvention à temps. Ce qui ne permettrait pas à la seconde de remplir ses obligations. De l'autre, il y a la société chargée du ramassage des ordures qui est incriminée



pour son matériel obsolète. Ce qui est surprenant quand on sait que la même entreprise disait en novembre 2020, sur sa page Facebook, qu'elle n'avait pas de problème avec ses engins et ses autres équipements. "Bras séculier de l'État pour la collecte

des ordures ménagères, Clean Africa possède du matériel logistique adéquat. La société a mis en place un système de maintenance fiable et rigoureux pour assurer la sécurité du personnel et des usagers de la route. Elle ambitionne également le rajeu-

nissement et l'expansion de son parc logistique pour combler le déficit entre les besoins du terrain et les moyens actuellement disponibles", pouvait-on lire. Si en novembre 2020, la situation est encore rose, elle se serait alors dégradée parce que le gouvernement n'aurait pas versé la subvention nécessaire au renouvellement du parc de Clean Gabon. Si on lit entre les lignes, on s'aperçoit que les pouvoirs publics sont parfaitement informés du cercle vicieux qu'ils ont créé. Pas de subvention, pas de matériels. Pas de matériels, pas de ramassage des ordures ménagères efficace. En attendant, c'est la population (souvent incivique) qui souffre de ce jeu permanent de ping-pong.